



**Conseil économique
et social**

Distr.
GÉNÉRALE

ECE/MP.WH/2007/3
EUR/06/5069385/10
22 décembre 2006

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ
BUREAU RÉGIONAL POUR L'EUROPE

RÉUNION DES PARTIES AU PROTOCOLE
SUR L'EAU ET LA SANTÉ RELATIF À LA
CONVENTION SUR LA PROTECTION ET
L'UTILISATION DES COURS D'EAU
TRANSFRONTIÈRES ET DES LACS
INTERNATIONAUX

Première réunion
Genève, 17-19 janvier 2007
Point 6 de l'ordre du jour provisoire

**VUE D'ENSEMBLE DES SYSTÈMES EXISTANTS DE NOTIFICATION
INTÉRESSANT LE PROTOCOLE***

Note du secrétariat

1. La sixième réunion du Groupe de travail de l'eau et de la santé (Genève, 31 mai-2 juin 2006) était saisie d'un document portant sur les différences et points communs entre les dispositions du Protocole sur l'eau et la santé et l'acquis communautaire de l'Union européenne. Le document en question ne traitait pas des particularités des divers systèmes de notification. Le présent document en revanche aborde cette question et a pour objet de servir de référence, notamment aux États membres de l'Union européenne et aux pays en voie d'adhésion, candidats à l'adhésion ou candidats potentiels, de même qu'aux pays qui ont conclu un accord de coopération avec l'Union européenne.

* Le présent document a été soumis à la date indiquée plus haut pour que des consultations puissent se tenir au sein du secrétariat commun.

2. Il convient de prendre en considération les deux aspects suivants:

a) L'intérêt que présentent ou non pour le Protocole sur l'eau et la santé les informations communiquées dans le cadre des systèmes existants de notification; et

b) La comparabilité du calendrier du système de notification considéré avec celui du Protocole dans l'intervalle entre deux sessions.

I. DISPOSITIFS EXISTANTS DE SAISIE DES DONNÉES

Données de base

3. Des données de base ventilées par zone géographique et par sexe sur la population sont disponibles dans la base de données sur la population du Département des affaires économiques et sociales de l'ONU¹. Cette base de données contient des informations sur la population totale par sexe et par âge. Elle renferme également des données sur la population dans les zones urbaines et rurales. Des données peuvent également être obtenues en ce qui concerne l'approvisionnement public en eau, l'approvisionnement public total en eau par habitant, l'approvisionnement public total en eau par habitant raccordé au réseau, et le pourcentage de la population raccordé à un réseau public d'approvisionnement en eau. En ce qui concerne l'assainissement, la base de données est une source d'information sur les eaux usées rejetées, le pourcentage de la population ayant accès à des systèmes publics de collecte des eaux usées, et le pourcentage raccordé à un système de traitement des eaux usées. Par conséquent, la base de données donne aussi une idée de l'étendue des progrès accomplis dans la réalisation de l'Objectif du Millénaire pour le développement (OMD) 7, cible 10 sur l'accès à un approvisionnement en eau et à un système d'assainissement.

4. Des informations de base sur l'environnement peuvent également être extraites de la base de données sur l'environnement de la Division de statistique de l'ONU².

5. Des informations sur le développement humain sont obtenues dans le cadre de la collecte de données sur le calcul des indicateurs insérés dans le *Rapport sur le développement humain* publié par le Programme des Nations Unies pour le développement³.

Accès à un approvisionnement en eau

6. Le programme commun OMS/UNICEF de surveillance de l'eau et de l'assainissement⁴ procure des informations (certes limitées et incomplètes) sur l'accès à un approvisionnement en eau salubre et à un système d'assainissement adéquat.

¹ Voir la page d'accueil <http://esa.un.org/unpp/> (consultée le 12 juin 2006).

² Voir la page d'accueil <http://unstats.un.org/unsd/ENVIRONMENT/q2004indicators.htm> (consultée le 12 juin 2006).

³ Voir la page d'accueil <http://hdr.undp.org/statistics/data> (consultée le 12 juin 2006).

⁴ Voir la page d'accueil <http://www.wssinfo.org/en/welcome.html> (consultée le 12 juin 2006).

Ressources disponibles et utilisation durable de ces ressources

7. La base de données AQUASTAT de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture⁵ contient des informations complètes pour différents pays sur les questions suivantes:

- Total des ressources en eau internes renouvelables par habitant;
- Total des ressources en eau renouvelables par habitant;
- Taux de dépendance;
- Total des ressources en eau exploitables;
- Prélèvements d'eau pour la consommation des ménages (en valeur absolue);
- Prélèvements d'eau pour la consommation des ménages (en pourcentage du total);
- Prélèvement total, en pourcentage des ressources renouvelables.

8. Pour toute information complémentaire, on se reportera à la base de données sur l'environnement de l'ONU⁶.

Qualité de l'eau potable

9. Les données sur la qualité de l'eau potable demeurent le principal point faible des systèmes de notification considérés, car elles ne sont pas disponibles sous forme électronique de manière cohérente et régulièrement actualisée. Dans le cas des pays membres de l'Union européenne, il n'y a pas d'autre choix que de s'appuyer sur les analyses succinctes publiées par la Direction générale de l'environnement de l'Union européenne (voir ci-après). Pour ce qui est des pays non membres de l'Union européenne, on trouve des informations pertinentes dans les études de performance environnementale de la CEE⁷.

Maladies liées à l'eau

10. La base de données de l'OMS sur la Santé pour tous⁸ représente une source d'information sur la mortalité des enfants de moins de 5 ans.

⁵ Voir la page d'accueil <http://www.fao.org/ag/agl/aglw/aquastat/main/index.stm> (consultée le 12 juin 2006).

⁶ Voir la page d'accueil <http://unstats.un.org/unsd/ENVIRONMENT/q2004indicators.htm> (consultée le 12 juin 2006).

⁷ Voir <http://www.unece.org/env/epr/countriesreviewed.htm>.

⁸ Voir <http://data.euro.who.int/hfad/>.

11. Le système centralisé d'information de l'OMS sur les maladies infectieuses⁹ constitue une source d'information sur l'incidence et la prévalence des maladies primaires et secondaires.

12. Le système de l'ONU pour le suivi de l'état d'avancement de la réalisation des OMD¹⁰ rassemble à l'échelle mondiale des données se rapportant à l'Objectif 4, cible 5 «réduire de deux tiers, entre 1990 et 2015, le taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans» et l'Objectif 7, cible 10 «réduire de moitié, d'ici à 2015, le pourcentage de la population qui n'a pas accès de façon durable à un approvisionnement en eau de boisson salubre et à un système d'assainissement de base».

13. La situation dans l'Union européenne semble légèrement confuse, différents réseaux étant spécialisés dans diverses maladies¹¹. Le réseau élargi de surveillance de base englobe toutes les maladies liées à l'eau primaires et secondaires^{12, 13} à l'exception des infections virales.

Bases de données propres à l'Union européenne

14. Il convient de mentionner en outre les bases de données régionales pertinentes relatives à l'Union européenne et aux pays qui y sont associés.

15. L'Office statistique des Communautés européennes, Eurostat¹⁴, contient des données portant sur les points suivants:

- Prélèvement annuel d'eau par source et par secteur, y compris le prélèvement pour la production d'eau potable;
- Population nationale raccordée aux stations d'épuration;
- Capacité de traitement des stations d'épuration (produits consommant de l'oxygène);

⁹ Voir <http://data.euro.who.int/cisid/>.

¹⁰ Voir la page d'accueil http://unstats.un.org/unsd/mi/mi_goals.asp (consultée le 12 juin 2006).

¹¹ Lenglet A. et Hernandez Pezzi G. (2006), Comparison of European Union disease surveillance websites, *Eurosurveillance* 11 (5), disponible sur la page d'accueil suivante: <http://www.eurosurveillance.org> (consultée le 20 juin 2006).

¹² Ternhag A. *et al.* (2004), Basic Surveillance Network, a European database for surveillance data on infectious diseases, *Eurosurveillance* 9 (7): 19-22, disponible sur la page d'accueil suivante: <http://www.eurosurveillance.org> (consultée le 20 juin 2006).

¹³ Le réseau de surveillance de base comporte un site Web à accès limité et un autre site Web ouvert au public sur la page d'accueil suivante: <http://www.eubsn.org/BSN/> (consultée le 20 juin 2006).

¹⁴ Voir la page d'accueil <http://epp.eurostat.ec.europa.eu> (consultée le 12 juin 2006).

- Production et rejets d'eaux usées;
- Traitement des eaux usées urbaines avec au moins un traitement secondaire.

16. Le service de données EIONET¹⁵ de l'Agence européenne pour l'environnement (AEE) est particulièrement important pour les grands paramètres suivants¹⁶:

- Utilisation des ressources en eau douce;
- Substances consommant de l'oxygène dans les cours d'eau;
- Nutriments dans l'eau douce;
- Nutriments dans les eaux de transition, eaux côtières et marines;
- Traitement des eaux usées urbaines.

II. FRÉQUENCE

17. Les dernières questions à prendre en compte à cet égard sont donc les suivantes: quelle est la périodicité et la disponibilité d'informations nouvelles et comment peuvent-elles aider les Parties au Protocole à se tenir au courant? Une réponse partielle à ces questions peut être apportée en comparant la fréquence de la notification définie dans les différentes directives de l'acquis avec les dispositions du Protocole. Il serait aussi utile de comparer cette information avec les processus mis en place dans le cadre des conférences ministérielles sur l'environnement et la santé.

18. Le système assez complexe de notification établi au titre de la Directive-cadre sur l'eau de l'UE est évolutif. Pour ce qui est de la Directive sur le traitement des eaux urbaines résiduaires et de la Directive sur les nitrates, il y a un certain décalage entre les deux processus de notification correspondants, la Directive sur le traitement des eaux urbaines résiduaires prévoyant une notification tous les deux ans, et la Directive sur les nitrates tous les quatre ans. L'avantage de ces sources d'information réside dans le fait que les renseignements pertinents sur la qualité des ressources en eau sont saisis tous les ans par le système de collecte de données de l'AEE et Eurostat, de sorte qu'il n'y a qu'un retard raisonnable entre la production de données et leur disponibilité.

19. La situation est pire dans le cas de la Directive relative à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine. En juin 2006, le site Web pertinent¹⁷ contenait la mention suivante:

¹⁵ Voir <http://cdr.eionet.europa.eu> ou, en mode de recherche, la page d'accueil <http://dataservice.eea.europa.eu> (consultée le 12 juin 2006).

¹⁶ Un résumé de ces paramètres et de leur évolution figure dans AEE (2005), *The European Environment – State and Outlook 2005* (Copenhague: AEE).

¹⁷ Voir la page d'accueil http://ec.europa.eu/environment/water/water-drink/index_en.html (consultée le 1^{er} juin 2006).

«Les rapports de synthèse sont accessibles au public et peuvent être consultés sur le présent site pour la période 1993-1995 et pour la période 1999-2001. Le rapport sur la période suivante couvrant les années 1999 à 2001 est actuellement en cours d'élaboration et sera publié sur ce site au début de 2006.».

20. Des données disponibles seulement cinq années, voire sept, après l'événement n'ont tout au plus qu'une valeur historique; elles n'ont aucun intérêt sur le plan de la gestion ou de la santé. Des moyens plus efficaces pour surveiller la qualité des eaux potables et faire rapport à ce sujet pourraient être établis dans le cadre du Protocole.

21. Une autre source d'information est la ROD (base de données sur les obligations en matière de notification)¹⁸, qui contient des informations d'ordre général sur ces obligations, l'instrument législatif, le destinataire du rapport et les délais fixés pour la communication des différentes informations. Un instrument très utile intégré dans la ROD est l'outil de recherche, qui permet d'obtenir des délais par pays et par composante de l'environnement pour les rapports qui doivent être soumis non seulement aux autorités de l'Union européenne mais aussi à d'autres organismes internationaux.

III. APPLICATION

22. Le Centre collaborateur de l'OMS pour la gestion des ressources en eau et la communication des risques aux fins de la promotion de la santé (Bonn, Allemagne) présentera une démonstration, au cours de la première réunion des Parties, sur l'exploitation de ces bases de données et systèmes de notification pour les besoins du Protocole.

¹⁸ Voir la page d'accueil <http://rod.EIONET.eu.int/index.html> (consultée le 11 juin 2006).